

## **QUESTIONS FREQUEMMENT POSEES**

*Mise à jour le 18 décembre 2019*

### **ELIGIBILITE**

- 1. Si le partenaire est un Assessorat de la Région Sicilienne, est-il nécessaire que soit le président de la Région à signer ou peut-il signer le directeur général ?**

La déclaration du partenaire ou du demandeur doit être signée par le directeur général du Département de la Région sicilienne engagé dans le projet.

- 2. Est-ce que le partenaire industriel doit être d'un nombre d'employés bien déterminés ?**

Non, aucune indication n'est prévue dans ce sens. Les micros et PME doivent toutefois posséder toutes les autres critères indiqués au paragraphe 3.3 « Éligibilité des Demandeurs et des Partenaires » des Lignes directrices.

- 3. Limitations liées au régime de minimis. Quelle déclaration doit être présentée? Quelle est la valeur seuil d'une aide d'État et dans quelles circonstances la contribution européenne ne peut-elle pas être affectée?**

Comme détaillé au paragraphe 3.5 des Lignes directrices, les Demandeurs et Partenaires italiens doivent respecter les règles sur les aides d'État, telles que prévues par les articles 12, 31 et 39 du Règlement d'Exécution (UE) n. 897/2014. L'annexe H du paquet de candidature, publié sur le site web du Programme [www.italietunisie.eu](http://www.italietunisie.eu), est le document à remplir pour la candidature. Les Demandeurs et Partenaires tunisiens doivent suivre les dispositions décrites dans l'accord bilatéral entre la Tunisie et l'UE. En particulier, les organismes publics et privés italiens et tunisiens, dans leur rôle d'acteurs économiques, doivent respecter la limitation selon laquelle le montant de la subvention publique garantie pour les activités relatives aux aides d'État prévues par le projet ne peut pas excéder le seuil établi par le Règlement (UE) n. 1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis. Ce seuil est égal à 200.000 euro dans les derniers trois ans d'exercice.

- 4. Quels documents justificatifs sont nécessaires pour montrer qu'un bureau décentralisé a "la capacité d'assumer des obligations légales et une responsabilité financière"?**

Au paragraphe 3.3.1 des Lignes directrices à l'intention des Demandeurs est indiqué que les Demandeurs et Partenaires ayant un bureau ou une structure décentralisée dans l'espace de coopération en Sicile ou Tunisie est admis à condition que le bureau existe depuis au moins 2 ans et possède la capacité d'assumer des obligations légales et une responsabilité financière.

L'autonomie administrative et financière d'un bureau décentralisé, par exemple, peut être démontrée par l'existence d'un compte bancaire au nom du bureau en question et géré par du personnel titulaire d'un contrat de travail faisant référence au même bureau. Le même personnel d'encadrement devrait avoir parmi ses fonctions, ratifiées par un document certifiant cette délégation, le droit de signer tous les contrats et d'autoriser les mandats de paiement pour les activités envisagées par le projet.

**5. Est-ce que un établissement public français peut être partenaire? Est-ce que un établissement français peut réaliser des activités dans un projet du programme, et que cette activité soit au bénéfice des territoires cibles (Sicile/Tunisie)?**

Non, le paragraphe 3.1 des Lignes directrices indique les territoires éligibles du Programme. Un partenaire au dehors de ces territoires peut participer s'il a un bureau ou une structure décentralisée dans l'espace de coopération en Sicile ou en Tunisie à condition que le bureau existe depuis au moins 2 ans et possède la capacité d'assumer des obligations légales et une responsabilité financière.

**6. Quand on dit « au bénéfice des territoires cibles », qu'est-ce que cela veut dire? Et comment le prouver?**

La contribution du Programme IEV doit être dépensée par des entités ayant des sièges légaux ou des sièges décentralisés dans les territoires éligibles et elle doit être dépensée principalement dans les territoires éligibles. Ces deux éléments, outre les aspects spécifiques des activités du projet, déterminent les bénéfices pour les territoires impliqués dans le Programme.

Dans le formulaire de candidature du projet on doit décrire le territoire où les partenaires mettront en œuvre le projet.

**7. Dans le cadre de l'Objectif thématique 3 - Priorité 3.2 "Conservation et utilisation durable des ressources naturelles", en référence au résultat attendu du Programme R3.2.b: « Nouvelles méthodes de gestion des déchets, de réduction de l'intensité énergétique et de mise en place de mesures de promotion d'économie circulaire, de création des métiers verts, d'adaptation au changement climatique par les organismes bénéficiaires », on demande s'il est nécessaire de couvrir toutes les catégories.**

Les méthodologies énumérées par le résultat 3.2.b décrivent les domaines dans lesquels le programme attend des réponses des projets. Il n'est pas prévu que chaque projet couvre tous les sujets et méthodologies énumérés.

**8. Est-ce possible d'avoir une entreprise publique à caractère non administratif sous la tutelle du Ministère de la Défense Nationale Tunisienne comme partenaire éligible pour la subvention ?**

Les demandeurs/partenaires de projets doivent respecter les critères indiqués au paragraphe 3.3 des Lignes directrices, afin d'être éligibles dans le cadre du Programme IEV CT Italie-Tunisie.

Dans le cas demandé, en outre, la pertinence de la mission de l'organisme par rapport à la priorité choisie et aux activités prévues doit être correctement documentée.

**9. Quels sont les évidences à produire pour démontrer que un organisme, que fait partie d'une institution nationale, mais qui est localisé dans une des zones cibles du Programme, fait partie d'une unité territoriale cible du Programme ? Si le paramètre est l'autonomie administrative, exactement comment on doit la démontrer ?**

Comme déjà mentionné au paragraphe 3.3 des Lignes Directrices, la participation des Demandeurs et Partenaires ayant un bureau ou une structure décentralisée dans l'espace de coopération en Sicile ou Tunisie est admise à condition que le bureau existe depuis au moins 2 ans de la publication de l'avis, c'est-à-dire le 18 octobre 2019, et possède la capacité d'assumer des obligations légales et une responsabilité financière.

La structure décentralisée doit en tout cas être prévu dans l'organigramme fonctionnel de l'organisme et sa localisation avec l'adresse doit être explicitement mentionnée dans les documents officiels même si internes à l'organisme (résolution du conseil d'administration ou autre document délibératif). Comme indiqué dans la note 11 du même paragraphe 3.3 des Lignes Directrices, ces conditions doivent être étayées par des pièces justificatives (statuts, inscriptions aux registres, résolution etc.) qui seront demandées lors de l'étape 3 de la procédure d'évaluation. Si ces documents ne sont pas rédigés dans une langue officielle de l'UE, il est recommandé, afin d'en faciliter l'évaluation, de fournir une traduction des parties pertinentes en français.

